



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
2958-2814**

Numéro 003, Juin 2023

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

akiri-uao.org



ISSN 2958-2814

Site web: <https://akiri-uao.org/>

E-mail: revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auré HAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archivesouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel
“(RE) CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 BAKAYOKO Mamadou, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Tiantio, Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Assistante, Université Alassane Ouattara

Contacts

Site web: <https://akiri-uao.org/>

E-mail: revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archivesouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue **AKIRI** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la

revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBAM Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Géographie

1. **Diffusion des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et problématique de l'accès à l'internet mobile dans le département de Korhogo**
KONE Kapiéfolo Julien 1-16
2. **Impact des déchets ménagers et miniers sur l'environnement et sur la sante de la population de la sous-préfecture de M'bengue (Côte d'Ivoire)**
KONE Kagbagnan, KONE Kapiéfolo Julien & COULIBALY Moussa 17-35
3. **Étude géographique des parcs autos dans la ville de Bouaké (Côte d'Ivoire)**
Firmaïn Kouakou N'GUESSAN..... 36-46
4. **Les activités artisanales et leurs conséquences sur l'environnement : une étude de cas à Yopougon nord-est (Abidjan-Côte d'Ivoire)**
KOUADIO Konan Célestin, KONAN Amani Fulgence & BAMBA Mamadou 47-60
5. **Health risk linked to the use of pesticides in The sub-prefecture of bazra-natis (ivory coast)**
TAPE Bi Sehi Antoine.....61-78
6. **La situation de la sédentarisation des pasteurs peuls en Côte d'Ivoire : cas du département de Ferkessédougou**
YOMAN N'Goh Koffi Michael 79-98
7. **La réserve de Lamto (Côte d'Ivoire) : une aire protégée en proie à des activités anthropiques illicites**
Ahou Suzanne N'GORAN & N'Guessan Simon ANDON..... 99-114
8. **Etalement urbain et développement des friches dans la ville de Bondoukou**
KONAN Kouakou Attien Jean-Michel & KOSSONOU Yaoua Phoébé..... 115-131

Histoire

9. **L'agriculture au Songhay et dans les sociétés littorales ouest-africaines aux XV^e-XVI^e siècles**
Amon Guy Serge ATCHIE..... 132-147
10. **Les mécanismes de gestion des conflits dans la société traditionnelle yaouré (XVIII^e-XX^e siècles)**
N'Founoum Parfait Sidoine KOUAME..... 148-160
11. **Jeunes et partis politiques en Côte d'Ivoire : entre prise de conscience et instrumentalisation (1990-2020)**
Hyacinthe Digbeugby BLEY 161-177

12. Les artisans de l'avènement d'Ibn Yasin au Sahara occidental	
Issouf OUATTARA.....	178-189
13. Tombouctou dans la rébellion du Balama es-sadeq : un activisme contestataire au Songhoy (XVI^e siècle)	
Jean Charles DÉDÉ.....	190-206
14. Patrimoine culturel ivoirien dans la consolidation de l'identité nationale 1893-2018	
OUATTARA Brahim.....	207-222
Sociologie et anthropologie	
15. Gouvernance communale et gestion du personnel des mairies : cas de la mairie de Cocody	
KOUADJO Koffi Stéphane.....	223-237
Droit	
16. Droits de la femme en Côte d'Ivoire : de l'égalité des sexes en réalisation	
Samuelle Bernice EBA.....	238-257
COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS	
Sciences du langage et de la communication	
17. Impacts communicationnels des ellipses dans les réseaux sociaux sur les résultats scolaires en Côte d'Ivoire	
N'golo Koné SIONGO & Monvaly Badara TOURE.....	258-279
18. Les représentations sociales de la maternité des adolescentes au Burkina Faso	
Aïcha Tamboura-Diawara	280-293
19. Incommunication et taux de divortialité élevé en Côte d'Ivoire : une incidence sociale	
Antoine KOUAKOU & Kan Samuel KOUAKOU.....	294-309
20. Financement non public des industries culturelles et créatives en Côte d'Ivoire : états et enjeux	
Renaud-Guy Ahioua MOULARET	310-327
LANGUES, LETTRES, CIVILISATIONS	
Anglais	
21. English lexical collocations: a challenge for Malian EFL learners	
Sekou SISSOKO.....	328-345
Lettres Modernes	
22. L'épicurisme dans Sylves de Jean-Joseph Rabearivelod'Alain Mabanckou	
Gohi Jonas TA BI.....	346-360

Jeunes et partis politiques en Côte d’Ivoire : entre prise de conscience et instrumentalisation (1990-2020)

Hyacinthe Digbeugby BLEY
Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d’Ivoire)
Hyacinthebley20017@gmail.com

Résumé

En 1990, la Côte d’Ivoire fait un retour forcé au multipartisme après trois décennies de parti unique. La rupture du consensus national, à la suite de revendication sociales et politiques, ouvre la voie de la conquête du pouvoir d’Etat à tous les citoyens qui pensent en avoir la capacité. Le multipartisme, qui aurait dû offrir des alternatives de solutions aux problèmes des populations, va être la source d’une profonde fracture sociale. A la base de cette fracture sociale, il y a la tribalisation du champ politique fait d’exclusion et de violences. Au cœur de ces violences se trouvent les jeunes ivoiriens partagés entre les partis politiques qui l’utilisent à leur guise parce que désœuvrée et donc évasive. A travers cet article, nous montrons comment les partis politiques instrumentalisent cette jeunesse au point qu’elle se sente obligée de pratiquer la transhumance politique pour qu’elle survive. Cet article se propose à partir d’une enquête documentaire et de travaux de terrain d’analyser le comportement de la jeunesse ivoirienne sur la scène politique de 1990 à 2020.

Mots clés : Jeunesse - partis politiques - Côte d’Ivoire – instrumentalisation - prise de conscience

Youngers and political parties in cote d’ivoire : between awareness and instrumentalization (1990-2020)

Abstract

In 1990, Ivory Coast made a forced return to multiparty politics after three decades of a single party. The breaking of the national consensus, following social and political demands, opens the way to the conquest of state power to all citizens who think they have the capacity. The multiparty system, which should have offered alternative solutions to people’s problems, was to be the source of a deep social divide. At the base of this social fracture, there is the tribalization of the politique field made of exclusion and violence. At the heart of this violence is the ivorian youngers divided between political parties who use it as they please because idle and therefore evasive. Through this article, we show how the political parties exploit this youth to the point that they feel obliged to practice political transhumance in order for them to survive. This article proposes from a documentary survey and field work to analyse the behavior of ivorian youth on the political scene from 1990 to 2020.

Keywords : Youth - political parties - Ivory Coast – instrumentalization – transhumance

Introduction

La Côte d'Ivoire aborde sa transition démocratique dans des conditions difficiles. La crise économique qui a commencé à l'entame des années 1980, se transforme en une crise sociale. Cette société composée en majorité de jeunes (INS, 1998), réclame l'avènement d'un État de droit et de bonne gouvernance. Au sein de cette jeunesse, on y trouve des étudiants diplômés sans emploi. Avec la soif et la hargne de se faire entendre, ils trouvent la réinstauration du multipartisme en 1990 comme un vent de soulagement. Ainsi les nouveaux partis en éclosion se saisissent-ils de cette occasion pour faire d'eux une proie facile pouvant être traînés à tout vent d'idéologie politique. Ils sont alors utilisés selon le bon vouloir de ces partis pour des manifestations politiques, pour servir de moyens de dénonciation des dérives du pouvoir en place. La jeunesse étant déjà détournée de son objectif scolaire, trouve en cette situation une opportunité de réussite. Elle devient de ce fait un instrument aux mains des groupements politiques, plusieurs vont vaciller d'un parti à un autre. Cependant, certains ne voyant toujours pas leur avenir assuré par ces partis, vont chercher à s'affirmer comme leaders d'opinion par la création de partis politiques, la mise en place des groupes de pression quelques fois armés comme la rébellion¹, et non armés comme la galaxie patriotique². Il convient de souligner que ces groupes mis sur pied par ces jeunes sont entretenus par des partis politiques³. Ceux qui n'ont aucune confiance aux partis politiques en créent pour eux, ou se présentent sous la bannière d'indépendants. De tout ce qui précède, une question fondamentale nous taraude l'esprit : quels sont les rapports entre les jeunes et les partis politiques ? De cette question nodale, découlent les questions subsidiaires suivantes : quels sont les facteurs explicatifs du rapprochement des partis politiques aux jeunes ? Quels sont les caractéristiques de ce rapprochement ? Et quels sont enfin ses impacts sur l'avenir de ces jeunes.

L'objectif de cette étude est de montrer le type de rapports qui existe entre les partis politiques et la jeunesse ivoirienne. Pour ce faire, nous avons consulté un certain nombre de d'ouvrages qui abordent cette thématique. Nous avons également eu recours aux enquêtes orales pour compléter les informations tirées des documents écrits. Nos témoins se composent des leaders d'opinion de la jeunesse, des représentants de partis politiques, des présidents d'ONG. Vu la sensibilité de la question abordée, nos témoins ont préféré garder l'anonymat, exigence que nous avons acceptée. De cette documentation abondante se dégagent des informations inédites

¹ Propos d'un leader d'une organisation non gouvernementale interrogé le 05 décembre 2022, au siège de l'ONG de 15h à 17h.

² Idem

³ Idem

et des pistes de réflexion. Leur confrontation et la critique historique ont permis de mener à bien cette étude.

Pour une meilleure approche de notre analyse, la démarche s'articule autour de trois axes. La présentation de la jeunesse ivoirienne dès le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire constitue le premier axe. Le second volet de notre raisonnement met en exergue l'utilisation de la jeunesse comme instrument de dénonciation des tares du pouvoir. La troisième partie traite du vacillement des jeunes entre les partis politiques.

1. La présentation de la jeunesse ivoirienne à l'ère du multipartisme

Constituant plus de 77% de la population en Côte d'Ivoire (INS, 1998), la jeunesse ivoirienne représente à la fois le présent et le futur des ressources humaines du pays. En cette ère mouvementée par la dialectique des idées et par l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques, cette frange importante de la population est parfois, à tort ou à raison, mise en marge des débats publics (soit par inexpérience, soit par désintéressement). Il semble donc opportun de présenter cette jeunesse de l'ère du multipartisme. Elle se présente sous deux formes : une jeunesse sans emploi et donc vulnérable et une jeunesse révoltée contre les injustices qu'elle subies

1.1. Une jeunesse sans emploi et vulnérable

La notion de jeunesse, issue du langage commun est une catégorie structurante socialement construite, intermédiaire entre la période de l'enfance et l'adulte d'âge mur voire de la vieillesse. Fluide, variable et stratégique, cette notion de jeunesse est le lieu d'un enjeu de lutte et relations de pouvoir entre générations (P. Bourdier, 1984 : 143-144). Ces jeunes constituent aujourd'hui un véritable « phénomène social transnational et transcontinental » (B. Jewsiewichi, J. Létourneau (orgs), 1988 : 8). En Côte d'Ivoire, de nombreux changements sont survenus entre 1990 et 2020 : 30 avril 1990, réinstauration du multipartisme ; octobre 1995 boycott actif ; octobre 2000 ; élections « calamiteuses » (L. Gbagbo, 2000) ; 19 septembre 2002, rébellion en Côte d'Ivoire ; novembre 2004, fronde populaire contre la France ; 2010-2011, crise postélectorale et enfin octobre 2020, crise électorale. Cette jeunesse est au cœur de tous ces événements en ayant pris conscience de sa phénoménalité en même temps que de sa situation de précarité et de marginalisation – en termes d'emplois, de pouvoir d'achat et de pouvoir politique – qui, du moins en Côte d'Ivoire, tend à la maintenir dans cette situation suspensive d'exception sociale entre l'enfance et l'âge adulte (P. Bourdier, 1984). Elle est sans emploi et ploie sous le poids de la misère. Sa vulnérabilité ne fait l'ombre

d'aucun doute au point qu'elle est exposée à toute sorte de manipulation de la part des hommes politiques. En Côte d'Ivoire, le coup d'État du 24 décembre 1999 a mis fin à trente-neuf ans d'hégémonie du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) sur la vie politique nationale. Le complexe politico-démocratique qui offrait les apparences d'une telle stabilité politique était en crise depuis le début des années 1990, où s'est effectué le retour au multipartisme. Dix huit années (1960-1978) de croissance économique continue ont été suivies par vingt années d'incertitudes (1978-1999), (F. Akindès, 2000 : 126-141). C'est cette jeunesse qui est au cœur de cette paupérisation. Même si la Côte d'Ivoire a renoué avec la croissance depuis 2011, la pauvreté demeure plus élevée qu'à la fin des années 1980. Les difficultés d'accès à l'emploi chez les jeunes ne doivent pas être sous-estimées pour autant. En 2012, plus d'un jeune sur trois (34,1%) n'est ni en emploi, ni à l'école ou en formation, et leur nombre a légèrement augmenté en 2013 35,7%, (OCDE, 2017). La main d'œuvre des jeunes est donc dans une large mesure sous utilisée. En termes de rémunération, ils sont également pénalisés, une part significative d'entre eux continuant à percevoir des bas salaires. La précarité du travail chez eux est plus sévère parmi les femmes et dans les zones rurales, et, est largement associée au manque d'instruction. Voilà comment se présente la jeunesse ivoirienne depuis le retour au multipartisme de 1990 à 2020. Mais cette jeunesse consciente de ce qu'elle suscite les convoitises politiques est active et s'organise afin de participer pleinement à la vie politique (A. Bahi, 2003 ; J-P. Chauveau et K-S. Bobo, 2003). Cet activisme ne s'arrête pas à la vie politique mais investi tous les secteurs de la vie sociale. Ainsi, de la vulnérabilité, cette jeunesse ivoirienne devient révoltée.

1.2. Une jeunesse révoltée depuis le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire

En 1990, quand le multipartisme fait son retour, la jeunesse ivoirienne exacerbée par sa condition de vie va se révolter à travers deux éléments : la création d'un syndicat révolutionnaire qui rompt d'avec les habitudes d'un syndicat amorphe, attentiste des ordres du pouvoir : c'est la Fédération Scolaire et Estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI). Le deuxième élément est la création d'un nouveau concept musical : le Zouglou. Ces deux éléments qui viennent de la jeunesse estudiantine finissent par convaincre la jeunesse ivoirienne toute entière.

1.2.1. La FESCI : de sa naissance à ses actions

À la fin des années 1980, la société civile ivoirienne et l'opposition politique étaient en ébullition. La frustration engendrée par des années du régime de parti unique, conjuguée à une

économie déliquescence et à un horizon professionnel de plus en plus sombre pour les jeunes, a suscité des manifestations visant à pousser le gouvernement à la tenue d'élections multipartites. À la pointe de ce mouvement de contestation du début des années 1990, se trouve le parti socialiste de Laurent Gbagbo, le Front populaire Ivoirien (FPI) et notamment le groupement étudiant qui lui était étroitement associé, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). L'Assemblée constitutive de la FESCI s'est tenue le 21 avril 1990 dans la paroisse catholique Sainte Famille à Cocody Riviera. L'université étant fermée pour fait de grève, cette église, tout comme d'ailleurs celle de la Fraternité Sainte-Dominique, a accueilli tout au long de l'année plusieurs réunions notamment celle de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO), née dans la même mouvance. Dès le début, les militants de la FESCI se montrent confiants annonçant à qui veut l'entendre que, « bientôt, on ne parlera plus du MEECI (Mouvement des Etudiants et Elèves de Côte d'Ivoire) » (Y. Konaté, 2003 : 3). Une fois créée, la FESCI, avec les syndicats et les partis politiques de gauche, a joué un rôle déterminant dans la mobilisation des manifestations organisées contre le pouvoir du PDCI tout au long des années 1990 et 1991⁴. La FESCI était parrainée par certains partis d'opposition de gauche qui venaient de naître, dont le FPI⁵. Ces accointances entre la FESCI et l'opposition sont à la base de nombreuses manifestations violentes. Au début des années 1990, de violents affrontements entre les membres de la FESCI et les forces de sécurité gouvernementales ont abouti à une interdiction officielle de la FESCI en tant qu'organisation, forçant ses membres à opérer dans la clandestinité. En outre, dans les années qui ont suivi la mort de Houphouët-Boigny, les grèves, boycotts et manifestations estudiantines se sont focalisés, du moins en partie, sur les problèmes traditionnels des étudiants, notamment la surpopulation sur le campus et les bourses d'études. En même temps, chez beaucoup d'étudiants, ces actions étaient néanmoins ressenties comme des actes « politiques » ou « anti-PDCI » posés contre le gouvernement corrompu et non démocratique qu'ils jugeaient peu enclin à améliorer leur sort⁶. En 1995, continuant à appliquer la position « dure » du gouvernement, le ministre de la sécurité de l'époque, Marcel Dibonan Koné, a déclaré lors d'une conférence de presse que quiconque affirmerait être membre de la FESCI serait considéré « hors-la-loi » (Y. Konaté, 2003). Le ministre est même allé plus loin en cherchant

⁴ Au moment où la FESCI a été créée, la seule association estudiantine légalement reconnue était le Mouvement des Étudiants et Élèves de Côte d'Ivoire (MEECI), qui était une branche de facto du parti au pouvoir, le PDCI.

⁵ Propos d'un ancien dirigeant de la FESCI, aujourd'hui enseignant-Chercheur à l'Université Alassane Ouattara. Entretien du 07-11-22 à Bouaké à son bureau.

⁶ Propos d'un membre influent de l'opposition lors de notre entretien le 15 décembre 2022. Propos tenu à son bureau à Cocody de 15h à 16h.

à arrêter le secrétaire général Soro Guillaume. En réponse Soro lança la bravade suivante : « j'ai appris que le ministre Dibonan Koné me recherche. Si vous le voyez, dites-lui que moi aussi je le recherche », (Y. Konaté, 2003). À cette époque, les réunions de planification et les conférences de presse de la FESCI étaient brutalement interrompus par des descentes de police. Des centaines de membres et de dirigeants de la FESCI ont été arrêtés, maintenus au secret et la plupart du temps, libérés sans inculpation. Beaucoup ont été confrontés à des conditions pénibles lors de leur détention, notamment des privations de nourritures, des passages à tabac et des actes de tortures⁷. Presque tous les dirigeants de la FESCI pendant les années 1990 ont passé quelques temps en prison⁸ et un certain nombre d'entre eux, notamment, Martial Ahipeaud, son fondateur, Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, ont été considérés par Amnesty International comme des « prisonniers de conscience ». Mais cela n'a pas freiné l'ardeur de cette jeunesse estudiantine qui se sent trahi par les gouvernants. Elle va donc accroître les actes de violence au point que le PDCI accuse alors le FPI de manipuler les jeunes en général et ceux de la FESCI en particulier qui, pour leur part, jouent à fond la carte de l'opposition radicale. Ainsi, lorsqu'Eugène Djué, assurant l'intérim de Martial Ahipeaud parti en Europe, fut soupçonné de connivence avec le président Bédié, à l'initiative des secrétaires de sections, il sera destitué et remplacé par Blé Guirao. (Y. Konaté, 2003). C'est dire que la FESCI était décidée d'aller jusqu'au bout à travers son slogan très expressif : « il ne peut y avoir d'école nouvelle sans démocratie véritable ». La FESCI a donc exercé une pression énorme sur le gouvernement pour sortir de la clandestinité. « Ce que tu ne peux pas empêcher, il faut le tolérer » disait Spinoza. Quand le pouvoir reviendra à cette sagesse, c'est pour retrouver un syndicat endurci par les épreuves, devenu intrépide et dominateur.

À côté de ce syndicat révolté qui draine avec elle toute la jeunesse ivoirienne, va naître un genre musical toujours grâce à ces étudiants, c'est le Zouglou. Ce genre musical va participer énormément à cette révolte de la jeunesse ivoirienne dans les années 1990.

1.2.2. Le Zouglou, la musique au service de la conscientisation des jeunes ivoiriens

Le Zouglou est une musique urbaine qui s'est développée dans les années 1990 en Côte d'Ivoire et est devenu l'un des emblèmes culturels du pays. Elle a essaimé dans toute

⁷ Propos d'un ancien membre du bureau national de la FESCI dirigé par Blé Goudé Charles. Propos tenus lors de notre entretien du 17 décembre 2022 de 18h à 19h30 à son domicile.

⁸ Propos d'un ancien secrétaire général de la FESCI, propos tenus lors de nos entretiens du 20 et 21 décembre 2022 à son domicile de 18h à 20h.

l'Afrique de l'ouest. Sa naissance ayant coïncidée avec le multipartisme, il en a gardé une liberté de ton à travers des thèmes qui ont une prise sur les réalités sociales quotidiennes. Selon Raoul Germain Blé (2006 : 3) : « Cette prise de conscience des jeunes « zougloumen » montre que le système qui régit la société ivoirienne d'alors ne parvenait pas à servir l'intérêt général de tous les citoyens, en particulier des jeunes. Le Zouglo se positionne alors comme une réaction à l'ordre ancien ».

Dans le même ordre d'idées Clémence Marie Adom (2000 : 50-51) écrit : « Chaque hivernage ayant sa moisson de pluie et de vents spécifiques, une autre forme de poésie apparaît autour des années 1990 et tente de prolonger cela sous une forme autre, surprenante par sa déviance créatrice, mais surtout merveilleuse d'une conscience nouvelle ».

Deux ans plus tard, à la suite de Marie Clémence Adom, Yacouba Konaté fixe complètement la date et l'origine du Zouglo. Il affirme à ce propos : « Rejetons de la crise universitaire, sociale et politique qui, en 1990, secoue la Côte d'Ivoire entière, le Zouglo est une création musicale des étudiants en révolte contre la société » (Y. Konaté, 2002 : 796).

Il faut dire qu'au départ, le Zouglo qui était une musique des étudiants, a été très tôt récupéré et même rapidement par d'autres jeunes non universitaires, ceux voués au « silence social » issus des milieux défavorisés des dix communes d'Abidjan. Ici, les chansons sont intéressantes en tant qu'elles permettent d'expliquer clairement l'expression d'une jeunesse qui se « réveille et s'éveille » en même temps que le multipartisme en Côte d'Ivoire. Cette musique prend plus son ancrage dans les quartiers démunis car mieux les réalités de cette jeunesse. Et dans leur grande majorité, ils sont confrontés aux mêmes difficultés d'insertion sociale. Connaissant la même situation socio-économique, ils ont pour la plupart une expérience de l'échec et de la dévalorisation. De cela va naître l'adhésion au mouvement Zouglo, sorte de tentative spontanée pour échapper à un destin de classe qui semble aussi inéluctable que fermé. C'est cette révolte qu'exprime cette jeunesse ivoirienne à travers le Zouglo. On peut alors résumer avec Yacouba Konaté (2003 : 785-786)

Sous la forme d'une plaisanterie chantante, les artistes du Zouglo ont bâti un vrai répertoire qui passe en revue les sonorités récurrentes qui rythment les différentes langues nationales, les stéréotypes comportementaux des groupes ethniques, les problèmes de promiscuité, les difficultés de la vie des Noirs Africains en France, les promesses électorales non tenues, les « ordures et la pollution », et bien entendu, les rapports éternels entre l'amour et l'argent, ce couple dialectique récurrent dans les chansons populaires.

Il ressort de cette idée que le Zouglou chante alors l'existence quotidienne des jeunes ivoiriens, leurs difficultés, leurs angoisses, mais aussi leurs joies et leurs espoirs. Le Zouglou *in fine* est l'expression claire et manifeste du ressenti la jeunesse ivoirienne.

De tout ce qui précède, il ressort que l'année 1990 a vu le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire. Avec ce retour, le peuple ivoirien en général, et la jeunesse en particulier, va prendre le devant des contestations populaires pour ramener les tenants du pouvoir à l'ordre. Deux évènements majeurs ont alimenté ces contestations juvéniles. Il s'agit de la création d'un syndicat scolaire et étudiantin, et la naissance d'un genre musical, le Zouglou qui profitèrent à l'opposition politique.

2. La jeunesse comme instrument d'expression de l'opposition

En Côte d'Ivoire, est appelé jeune toute personne dont l'âge varie entre 18 ans et 35 ans (INS, 1998). Mais dans le cadre de cette étude, épousant la thèse de la (ré) contextualisation de la notion de jeune de Chauveau (2005), nous avons fixé ses limites entre 25 et 40 ans en tenant compte des réalités locales et des informations fournies par des enquêtes elles-mêmes. C'est cette jeunesse que l'opposition va utiliser comme moyen d'expression pour asseoir sa notoriété et sa popularité. Et cela à travers le boycott actif, le coup d'État militaire et même la désobéissance civile. Dans cette partie de notre étude, nous faisons ressortir le rôle assigné à cette jeunesse lors de ces évènements.

2.1. Les jeunes dans le boycott actif de 1995

La jeunesse ivoirienne, depuis le retour au multipartisme du pays est au cœur des violences électorales. C'est le cas du boycott actif de 1995. Cette jeunesse était le fer de lance de l'application du mot d'ordre du front républicain. En effet, dans le centre ouest de la Côte d'Ivoire, le fief de l'opposant Laurent Gbagbo et bastion traditionnel de la contestation, l'élection a été activement boycottée (H. D. Bley, 2014). « Suivant à la lettre le mot d'ordre de l'opposition, des jeunes manifestants ont abattu des arbres, multiplier des barrages et empêché toute circulation, et, en particulier, l'acheminement du matériel électoral « ici, Bédié fera zéro ! », hurlaient de jeunes militants du Front républicain »⁹.

À Gagnoa, chef-lieu de la région, les jeunes avaient réduit à un périmètre autour de la préfecture sécurisée par l'armée, l'espace où le vote pouvait s'exercer. Sur une soixantaine de

⁹ Propos d'un responsable politique issu du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire lors de nos entretiens le 10 décembre 2022 de 16h à 17h et le 11 décembre 2022, de 15h à 16h 30 à son bureau sis à Cocody.

bureaux de vote prévus, ce fut l'unique endroit où le scrutin eut lieu¹⁰. La situation était similaire dans l'ensemble de la « boucle du cacao », la lisière forestière de l'ouest, où jusque dans les villages, l'agitation a été très forte. Celle-ci a été attisée par des problèmes fonciers opposants les Bétés « autochtones » aux Baoulés « allogènes », venus du centre pour défricher dans cette région. Il faut dire que les Baoulés appartiennent à l'ethnie du président Henri Konan Bédié. Or, la loi et la campagne électorales ont tourné autour de "l'ivoirité" et l'exclusion des « étrangers¹¹ ». Profitant de cet alibi, les jeunes manifestants ont attaqué les campements baoulés¹², avec à la clé des morts et des blessés. À Gagnoa, plus de 200 Baoulés se sont réfugiés à la gendarmerie de ladite ville¹³. Dans le Nord, terroir du Rassemblement des républicains (RDR), des opérations « ville morte » ont paralysé le scrutin. C'était le cas, notamment, à Korhogo, avec 200.000 habitants, la plus grande agglomération, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 1998). Ailleurs, comme à Odienné, les jeunes avaient déjà brûlé la veille du scrutin les listes électorales, des voitures et des bâtiments officiels ont été attaqués et, parfois incendiés.

À Abidjan, le 2 octobre 1995, les échauffourées entre la police et les émeutiers font cinq morts et des dizaines de blessés. Le boycott de 1995 renforce les craintes d'une déflagration générale car la crise politique prend l'allure d'une crise identitaire avec le concept de l'ivoirité, (L. K. Assouanga, 2016 : 11). Ce concept et ses amalgames altèrent les relations entre les communautés ivoiriennes. Ici la jeunesse apparaît comme un instrument de la classe politique notamment l'opposition ivoirienne. L'opposition donne le mot d'ordre de boycott et la jeunesse acquise à sa cause l'applique intégralement.

2.2. Du coup d'État militaire de 1999 aux élections "calamiteuses" de 2000 : la partition des jeunes

Le 24 décembre 1999, en Côte d'Ivoire, un coup d'État militaire renverse le président Henri Konan Bédié qui avait succédé six ans plus tôt à Félix Houphouët-Boigny, le père de la Nation. C'est la consternation. Après quatre décennies de stabilité politique et de relative prospérité, la Côte d'Ivoire, présentée comme un modèle de développement pour les autres États du continent noir, sombre dans le chaos. La jeunesse, comme la population toute

¹⁰ *Libération*, 1995.

¹¹ Propos d'un fédéral d'un parti de l'opposition pendant notre entretien le 15 novembre 2022 à 14h à Gagnoa à son domicile au quartier fonctionnaire. L'entretien a pris fin à 15h30.

¹² Propos d'un enquêté à Gagnoa en décembre 2022

¹³ *Libération*, 1995.

entière, a salué ce coup d'État. Elle organise des meetings de soutien à la junte au pouvoir. Le général Guéi Robert, chef de la junte est célébré à chaque rassemblement, un sobriquet lui a même été attribué, il s'agit de « Père Noël ». Certains jeunes à travers le Zougrou, un genre musical qui est l'apanage de la jeunesse va soutenir les mutins à travers leur production. On peut citer le titre " changement " de Soum Bill dans lequel l'auteur fait ressortir la joie du peuple quant au renversement du président Henri Konan Bédié du pouvoir qui était devenu arrogant et n'écoutait personne. Voilà quelques paroles de ce chant qui était joué à tous ces rassemblements de la jeunesse ivoirienne :

Au lieu de pleurer, les gens disaient c'est bien fait pour lui, c'est quel président depuis on te parle tu ne comprends rien, ton peuple a faim et toi tu lui tiens des discours guerriers, quand tu vas à l'hôpital, docteur te dit repose en paix, mais si on ne peut pas manger, si on ne peut pas se soigner et si on ne peut pas te parler, président toi tu fais quoi là là, voilà pourquoi ils t'ont fait lé lé lé la, tu es parti ohoo.

Comme Soum Bill, d'autres jeunes artistes ont animé la scène politique ivoirienne. C'est le cas d'Alan Bill avec son titre « ils arrivent, les mutins arrivent » et, c'est dire qu'en 1999, quand Henri Konan Bédié partait de force du pouvoir, la jeunesse a accueilli ce coup d'État avec joie et donc a soutenu et salué Robert Guéi pour son acte de bravoure comme pour dire, Général, merci " de nous avoir libéré ". Mais très vite, cette jeunesse fut désillusionnée par le général qui a décidé de se porter candidat aux élections présidentielles contrairement à ses promesses : « balayer la maison » et restituer le pouvoir aux civils avant la fin de l'année 2000. Contre toute entente Robert Guéi fait volte-face et annonce sa candidature à la fin du mois de mars. Il a éliminé deux des trois grands candidats sous le prétexte de la nouvelle constitution dont il fut l'artisan, il s'agit d'Alassane Ouattara du RDR et Henri Konan Bédié du PDCI. Ce fut le début d'une crise qui allait faire partir le général du pouvoir. Le 25 octobre, la Commission Nationale Électorale (CNE) annonce l'élection du candidat FPI, Laurent Gbagbo avec 59,36% des voix. Mais juste après les élections, Guéi, voyant les résultats en sa défaveur dissout la CNE le 24 octobre 2000. Le Ministère de l'Intérieur proclame un autre résultat, en donnant Guéi Robert vainqueur, avec 52,72% des voix. La jeunesse ivoirienne, à l'appel de Laurent Gbagbo est descendue dans les rues pour arracher le pouvoir des mains du chef de la junte (Le Monde, 2000). Une fois Robert Guéi parti, la crise post-électorale a opposé les militants du FPI et ceux du RDR. Le bilan de cet affrontement fut lourd : des milliers de blessés, environ 120 morts, mais surtout un charnier de 57 cadavres découverts à Yopougon, une commune d'Abidjan située au Nord de la ville (Le Monde, 2000). Laurent

Gbagbo fut investi le 26 octobre 2000, mais fut contesté pendant de nombreuses semaines par Alassane Ouattara et ses partisans.

Nous retenons de ces crises de 1995 à 2000 que c'est encore la jeunesse acquise à la cause des partis politiques est l'objet d'instrumentalisation de ces leaders et référents politiques : c'est donc une jeunesse désorientée au service des politiques.

3. Une jeunesse désorientée au service des politiques

De 2000 à 2020, la vie politique ivoirienne est marquée par plusieurs événements Nous en retiendront quelques-uns qui semblent être majeurs : de la rébellion armée à la chute de Gbagbo à la désobéissance civile suite au troisième mandat d'Alassane Ouattara.

3.1. La rébellion armée à la chute de Laurent Gbagbo

L'élection présidentielle d'octobre 2000, son dénouement chaotique et les premiers mois de la II^e République, marqués par des violences inconnues, semblaient conduire à une « impasse » politique (B. Lisch, 2000 : 201-212) sauf, pour le nouveau pouvoir de Laurent Gbagbo, à gérer habilement les futures échéances électorales et la réintégration des différents partis dans le jeu politique national (L. Pape et C. Vidal, 2002). Depuis cette date, des efforts ont certes été accomplis sur la voie de la « réconciliation » et une normalisation du jeu politique¹⁴, mais les « vieux démons » de la division persistent. Cette persistance de la division s'est matérialisée par un coup d'État manqué qui s'est mué en une rébellion le 19 septembre 2002. La Côte d'Ivoire se trouve en situation de guerre avec un Laurent Gbagbo affaibli par une « rébellion » qui a réussi à prendre le contrôle d'une grande partie du pays. Alors que le chef de l'État souffrait déjà d'un déficit de légitimité, depuis son élection, il voyait désormais son pouvoir réellement et tragiquement contesté (R. Banégas, L. Bruno, 2002 : 139 - 161).

Avec l'éclatement de la rébellion c'est encore la jeunesse ivoirienne qui allait être éprouvée de part et d'autre du « rideau de fer » imposée par celle-ci. La Côte d'Ivoire est, en effet, coupée en deux : un Nord rebelle et un Sud loyaliste. S'il est vrai que c'est le gouvernement de Gbagbo qui est aux prises avec la rébellion, il est d'autant plus vrai que ce sont les deux jeunes des deux « Côte d'Ivoire » qui s'affrontaient. Du côté de la Côte d'Ivoire pro-gouvernementale ce sont les jeunes patriotes dirigés par Charles Blé Goudé, ex-secrétaire

¹⁴ La scène politique s'était normalisée avec la formation d'un gouvernement de coalition le 5 août qui a vu le retour de quatre ministres RDR dans l'équipe gouvernementale dont il était exclu depuis mai 2000. Ce retour du RDR avait été précédé par la reconnaissance de la nationalité ivoirienne à Alassane Ouattara, qui avait très largement pesé dans le débat local depuis son éviction de la course présidentielle d'octobre et des élections législatives de décembre 2000 pour nationalité « douteuse ».

général de la FESCI qui affrontait son ex-secrétaire général Soro Kigbafori Guillaume, secrétaire des Forces Nouvelles, donc la Côte d'Ivoire pro-rebelle. Malgré des efforts de la communauté internationale pour sortir la Côte d'Ivoire de l'impasse politique à travers la kyrielle d'accords non respectés, les manifestations de rue de part et d'autre de la ligne de démarcation continuaient de s'intensifier. « Les jeunes patriotes ont régulièrement harcelé et intimidé la population, en particulier les personnes comme ayant des sympathies pour les rebelles des Forces Nouvelles ou l'opposition politique qui, on peut le dire avait les mêmes revendications que les rebelles »¹⁵.

Ces propos d'un de nos enquêtés montrent bien le rôle de cette partie de la jeunesse ivoirienne dans la crise. Tantôt se constituant en bouclier humain lorsque le président Gbagbo se trouvait en mauvaise posture, nous en voulons pour preuve la date de novembre 2004 liée à « l'Opération Dignité » des Forces de défenses et de sécurité¹⁶. Tantôt comme des "soldats" toujours prêts à aller au front à travers des manifestations souvent violentes et pacifiques pour protester contre la puissance colonisatrice la France, accusée de servir la cause des rebelles. Impulsé et soutenu par le gouvernement du Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, le mouvement des jeunes patriotes s'est imposé comme un véritable mouvement social, étendant son emprise sur l'espace public avec la création de nombreuses structures de mobilisation dans les quartiers - « agoras », « parlements », et autres « congrès » -, mais aussi la création de véritables « milices patriotiques urbaines et rurales » (R. Banégas, 2010).

De ce qui précède, force est de constater que le mouvement des jeunes patriotes a ainsi connu un développement impressionnant en zone gouvernementale ; il a fait tâche d'huile dans les grandes villes du Sud, mais aussi dans les campagnes où les dirigeants de la galaxie patriotique, encouragés politiquement et soutenus financièrement par le pouvoir, ont aidé à la structuration d'organisations jumelles dans les villages et les villes secondaires, (R ; Banégas, 2010). En face des jeunes patriotes, de l'autre côté du " rideau " de fer, une autre jeunesse, celle des rebelles a été le fer de lance de la mobilisation dans les zones sous contrôle rebelle. En l'instar des « agoras » et « parlements », cette jeunesse a créé les « grins ». C'étaient des

¹⁵ Propos d'un enquêté lors de nos entretiens les 17 et 18 novembre 2022. Ancien responsable politique du PDCI, il a rejoint le RHDP depuis la transformation de la coalition en parti politique.

¹⁶ Le manque de consensus politique pour l'application des différents accords conduira en novembre 2004 à une reprise des hostilités militaires. Une opération de récupération des zones sous contrôle Rebel, baptisée « Opération Dignité » est lancée par les autorités. Elle se solde par un échec suite à une intervention inattendue des troupes militaires françaises dans les combats, détruisant les aéronefs ivoiriens. Cela a provoqué le courroux des jeunes patriotes qui vont descendre dans la rue à travers l'appel de leur leader pour protéger le régime de Gbagbo.

lieux de mobilisation mais aussi de recrutement de combattants. Les animateurs de ces espaces donnent les raisons de la création de la rébellion et incitent les populations à prendre fait et cause tout en soutenant ou intégrant la rébellion. Voilà comment la jeunesse ivoirienne qu'elle soit du côté des rebelles ou du côté du gouvernement de Gbagbo était une jeunesse au service des politiques.

Dès la prise de pouvoir du président Ouattara, une autre jeunesse avec un autre comportement, une sorte de délinquance juvénile va naître. Il s'agit des « microbes ». D'« enfants de rues », en errance, ils ont été recrutés par des adultes rebelles comme enfants-soldats, porteurs de munitions pour les combattants ou informateurs, durant la crise postélectorale de 2010-2011, (R. J. Bauduyard épouse Ohoupe, 2018 : 141-142). Ils ont vécu de près les atrocités de la guerre et ont vu les adultes franchir les limites morales qu'ils avaient eux-mêmes fixées. Les enfants en ont acquis la conviction qu'il est normal et possible d'obtenir ce que l'on veut par la force et la violence. Après la guerre, ces enfants entre 8 et 17 ans sont livrés à eux-mêmes. Pour survivre quotidiennement, ils mettent à profit la désinhibition qu'ils ont acquise pendant les années de guerre. (R. J. Bauduyard épouse Ohoupe, 2018 : 141-142). Ou encore, ils sont utilisés comme « hommes de main » par des hommes politiques ou d'affaires influents qui naviguent dans l'économie souterraine de la mafia, de la drogue, ou encore dans les trafics traditionnels rituels¹⁷. Outre ces différents rôles joués par la jeunesse, quelles actions a-t-elle posé pendant la désobéissance civile lancée par l'opposition pendant les présidentielles de 2020.

3.2. Les jeunes pendant la désobéissance civile de 2020

Henri Konan Bédié et les partis et groupements politiques de l'opposition ont lancé le dimanche 20 septembre 2020 un appel à la désobéissance civile dans le but de pousser Alassane Ouattara, candidat du RHDP, parti au pouvoir à renoncer à sa volonté de briguer un troisième mandat. Ainsi, Bédié a reçu les jeunes de la plate forme de la société civile (PEC-CI) pour leur expliquer la désobéissance civile. Il la définit non comme « l'affrontement armé mais c'est l'arme des forts, elle rime avec la non-violence ». Il cherchait à utiliser cette jeunesse à des fins politiques. C'est dire que la jeunesse, comme pendant les autres événements précités, est ici au cœur des violences provoquées par l'annonce du mot d'ordre de l'opposition. À Abidjan comme dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, Dabou, Bonoua, Toumodi, Yamoussoukro, Daoukro, M'Batto etc, les tensions étaient vives. À

¹⁷ Un jeune ivoirien se confesse dans une église, parlant des sacrifices humains qu'il a faits. « Je donnais des organes aux marabouts, aux féticheurs...pour avoir la gloire ». Publié le 29 octobre 2015 par Afrikmag.com.

Daoukro, ville natale d'Henri Konan Bédié, il y a eu affrontement entre la jeunesse de l'opposition et celle du parti au pouvoir. « Le bilan était lourd avec à la clé un jeune du nom de Toussaint décapité puis sa tête fut transformée en un ballon de football¹⁸ » À Bonoua la jeunesse RHDP et la jeunesse de l'opposition se sont affrontées, plusieurs blessés, des dégâts matériels énormes. Même son de cloche à Dabou où les affrontements se sont transformés en conflits communautaires. Il va s'en dire que la jeunesse toute entière, qu'elle soit de l'opposition ou du parti au pouvoir est sous l'emprise des politiques qui la manipulent à leur guise. S'il est vrai que pendant la désobéissance civile une frange de la jeunesse ne s'est pas sentie concernée du fait de leur référent politique qui se trouvait hors du pays qui n'a pas officiellement adhéré au projet, il n'en demeure pas moins que beaucoup de jeunes se trouvaient au cœur de cette violence politique. « Nous vous regardons Bédié et sa bande, on va voir jusqu' à où ils vont aller. Nous ne sommes pas concernés, nous les enfants de Gbagbo et nous pensons que sans Yopougon, cette désobéissance était vouée à l'échec »¹⁹.

Il ressort de notre analyse que la jeunesse ivoirienne de tout temps à travers les différentes crises que la Côte d'Ivoire a vécues a été au cœur de ces violences à travers la manipulation des politiques.

Conclusion

On retient que de 1990 à 2020, la jeunesse ivoirienne était au cœur de la vie politique en Côte d'Ivoire. Les déceptions et désillusions inhérentes à l'avènement du multipartisme, avec toutes les déceptions engendrées par la course à la conquête du pouvoir d'État pousse la jeunesse ivoirienne à une prise de conscience. Si l'avènement du multipartisme a certes donné beaucoup d'espoir aux ivoiriens en général et à la jeunesse en particulier, force est de constater qu'il n'a pas été capable de résoudre les problèmes de la dégradation des conditions de vie de cette jeunesse. D'où sa prise de conscience qui dicte son militantisme syndical et politique. Mais très tôt, elle est partagée entre les partis politiques qui l'utilisent à leur guise. Entre prise de conscience et instrumentalisation, la jeunesse ivoirienne va plonger dans un

¹⁸ Propos d'un enquêté à Daoukro

¹⁹ Propos d'un ancien membre de la galaxie patriotique dirigeant d'un « agoras » de Yopougon le 21 décembre 2021. Il n'a jamais pardonné à Bédié de s'être allié à Ouattara dans le RHDP. Pour le désamour qu'il y a entre les deux, c'est un épiphénomène qui peut se résoudre d'un moment à l'autre alors point besoin de s'engager auprès de Bédié pour combattre le pouvoir de Ouattara. C'est entre eux, a-t-il martelé en conclusion.

cycle de violences de 1990 à 2020, non seulement pour faire plaisir à leurs référents politiques, mais surtout chercher une situation sociale stable qui tarde à venir.

Sources et références bibliographies

Sources orales

N°	Nom(s) & Prénom(s)	Age & fonctions	Date et lieu de l'entretien
1	Anonymes	Président d'une ONG (55 ans)	05 décembre 2022 au siège de l'ONG à Cocody
2		Ancien dirigeant de la FESCI, aujourd'hui enseignant-chercheur (52 ans)	07 décembre 2022 à son bureau à Bouaké
3		Membre influent de l'opposition (62 ans)	15 décembre 2022 à Cocody à son bureau
4		Ancien membre du bureau national de la FESCI dirigé par Blé Goudé Charles (49 ans)	17 décembre 2022 à son domicile à Yopougon
5		Ancien secrétaire général de la FESCI (48 ans)	20 et 21 décembre 2022 à son domicile
6		Responsable de PDCI (56 ans)	10 et 11 décembre 2022 à son bureau au siège du parti à Cocody
7		Fédéral d'un parti de l'opposition (62 ans)	15 novembre 2022 à Gagnoa à son domicile au quartier fonctionnaire
8		Ancien responsable du PDCI aujourd'hui au RHDP (63 ans)	17 et 18 novembre 2022 à Toumodi
9		Ancien membre de la galaxie patriotique (49 ans)	21 décembre 2021 à Yopougon

Sources imprimées

Le monde 1995

Libération 1995

Rapport de l'Institut national de la statistique (INS), 1998.

Bibliographie

ADOM Marie-Clémence, 2000, « Le syndrome d'André Leclerc dans la poésie ivoirienne : de la quête identitaire dans la poésie chantée en Côte d'Ivoire » *Enquête*

AKINDÈS Francis, 2000, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible ? », *Politique africaine*, vol 2, n° 78p. 126-141

ASSOUANGA Kouakou Laurent, 2016, « le boycott : facteurs, enjeux et impacts sur les processus électoraux en Côte d'Ivoire de 1990 à 2015 », *Revue ivoirienne d'histoire*, 2016 ; 27, p. 5-18.

BAHI Aghi, 2003, « la " Sorbonne " d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue africaine de sociologie*, p. 1-17

BAN EGAS Richard & LOSCH Bruno, 2002, « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion », *Revue politique africaine*, n°87, p. 139-161.

BANEGAS Richard, 2010, « la politique du Gbonhi ». *Mobilisations pratiques, violences miliciennes et carrières militantes en Côte d'Ivoire dans Genèse*, n°81, p. 25-44.

BAUDRYARD Julie épouse Ohoupe, 2018, « la criminalité juvénile : les enfants "microbes" comme symptômes des difficultés de la protection de l'enfance en Côte d'Ivoire », n°37, p. 141-142.

BLE Raoul Germain, 2000, « le Zouglou : l'expression d'une jeunesse désorientée », *Sentier* n°4, Abidjan

BLE Raoul Germain, 2006, « Zouglou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire », *Afrique et développement*, vol 31, n°1, p. 168-184

BLEY Hyacinthe Digbeugby, 2004, *La vie politique en Côte d'Ivoire de l'indépendance à l'avènement de la II^e République (1990-2000)*, thèse de doctorat unique, Département d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, 392 p.

BOURDIEU. Pierre (1980). *Le sens pratique*. Paris, Minuit.

BOURDIEU. Pierre (1984). *Questions de sociologie*. Paris, Minuit.

Centre de Développement de l'OCDE 2017, « Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse en Côte d'Ivoire », *Projet OCDE-UE, inclusion des jeunes*, Paris.

CHAUVEAU Jean-Pierre et KOFFI Samuel Bobo, 2003, « la situation villageoise, un exemple dans le centre-ouest ivoirien », *Politique africaine*, 1989, p.12-32

JEWSIEWICHI. Bogumil et LETOUNEAU. Jocelyn (orgs) 1998, *Les jeunes à l'ère de la mondialisation. Quête identitaire et conscience historique*. Quebec, Septentrion

KONATÉ. Yacouba, 2002, « Générations zouglou », *Cahiers d'Etudes africaines*, n°168, p.777-796

KONATÉ Yacouba, 2003, « les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements patriotiques » *politique africaine*, n°89, p.49-70.

LE PAPE Marc, VIDAL Claudine 2002, *Côte d'Ivoire, l'année terrible 1999-2000*, Karthala, Paris, 354 p.